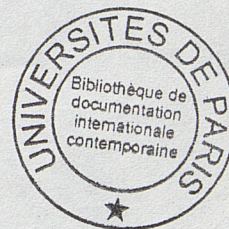


bulletin hebdo



UNO : un effort pour la survie

Managua, 25 août (ANN). Les changements intervenus récemment dans le fonctionnement et la structure de l'UNO marquent un tournant pour la coalition au pouvoir.

Les représentants des 14 partis et groupements politiques qui la conformement ont décidé de réorganiser le Conseil politique, instance de direction, et se sont entendus sur un Statut général et un Document de base. En synthèse, ils ont éliminé la fonction de président, occupée par Virgilio Godoy; désormais, un coordinateur sera désigné pour chaque réunion. D'autre part, le quorum a été assoupli: il sera déterminé en fonction du nombre de participants. Certains accusaient en effet V. Godoy de manipuler les décisions en demandant à ses partisans de ne pas assister aux réunions pour empêcher qu'il y ait quorum. Enfin, les partis ont le droit de former des groupes indépendants au Parlement.

Même si pour certains observateurs, V. Godoy reste une carte importante et si ces changements ont davantage à voir avec la décomposition de l'UNO, le vice-président de la République, qui avait été écarté par Violeta Chamorro

et s'était retranché dans le Conseil politique, voit son pouvoir réduit.

Pour le quotidien *Barricada*, la nouvelle situation est le fruit des manoeuvres d'Alfredo César, qui a réussi à déplacer V. Godoy en distribuant des charges officielles, en particulier dans les ambassades, aux responsables de certains partis de la coalition. En échange de son acceptation, Violeta Chamorro devrait attribuer à son vice-président des fonctions, des bureaux et un budget. Au moment où le gouvernement va lancer la concertation avec tous les secteurs de la nation, le groupe des modérés dispose aujourd'hui de l'appui de neuf partis, tandis que les organisations fidèles à V. Godoy ne sont plus que cinq.

Le nouveau fonctionnement, qui devrait réduire les tensions, favorise certainement la survie d'une coalition qui n'a pas réussi jusqu'à présent à se structurer et à se gagner une base sociale solide. Mais L'UNO risque d'être désormais davantage une coordination de forces pro-gouvernementales qu'une coalition homogène telle que l'avaient souhaitée ses fondateurs. Par ailleurs, s'il est vrai que César marque des

points, cependant, pour l'instant, l'indépendance des partis à l'Assemblée ne tourne pas forcément à son avantage, comme on l'a vu la semaine dernière dans le vote à bulletin secret du recours en grâce des assassins de Pedro Joaquín Chamorro (voir Bulletin no 214). Le FSLN pourrait bien tirer les marrons du feu.

SOMMAIRE

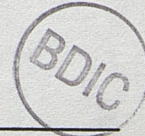
Plus jamais les sandinistes au pouvoir

Jeunesse sandiniste montre sa culotte

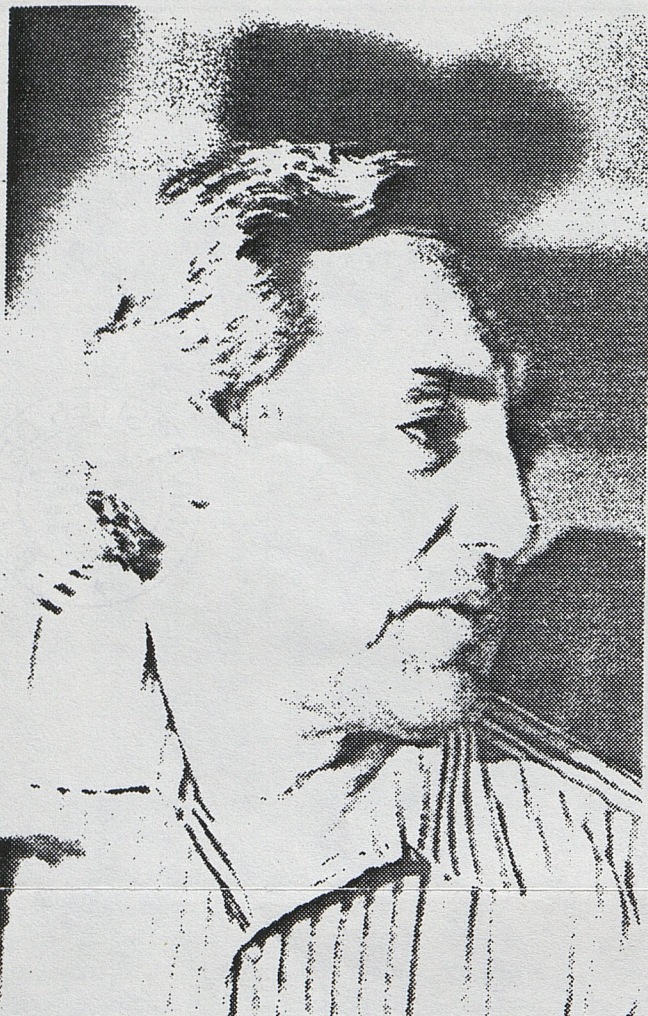
Les transhumances clandestines

Requiem pour l'industrie nicaraguayenne

Ils mourront de nostalgie



609 11681



Virgilio Godoy - le grand perdant ?

(Photo : ANN)

PLUS JAMAIS LES SANDINISTES AU POUVOIR

Managua, août (ANN/Pensamiento Propio). Au moment où des changements se produisent au sein du Conseil politique de l'UNO, nous vous offrons des extraits d'une entrevue avec le vice-président Virgilio Godoy publiée en juillet dans Pensamiento Propio.

Q: Quel est le rôle du Conseil politique de l'UNO pour réaliser le changement promis?

VG: Le Conseil politique est l'autre conscience, qui indique si le programme de salut national est pris en compte, qui le soutient ou signale clairement en quoi il n'est pas appliqué.

Q: Apparemment, l'espace du Conseil politique est l'Assemblée nationale. Mais que se passera-t-il à l'avenir, avec le jeu des alliances qui se font et se défont?

VG: Le rapport des forces peut changer; les sandinistes ont déjà démontré qu'il peuvent s'entendre avec une fraction des députés de l'UNO, celle que dirige Alfredo César.

Q: Comment définiriez-vous les deux lignes au sein de l'UNO?

VG: La ligne de l'UNO et la ligne de l'accomodement. La première est celle du changement tel que l'entend le peuple nicaraguayen: plus jamais les sandinistes au pouvoir.

Q: Et la réconciliation?

VG: Cela n'a rien à voir avec le pouvoir; c'est un jeu inventé par les sandinistes à la dernière minute, après avoir signé le fameux Protocole de transition. De quelle réconciliation peut-il s'agir quand le sandinisme, après la signature du Protocole, a approuvé toutes une série de mesures qui ligotent le gouvernement?

Q: Vous suggérez donc de gouverner sans réconciliation, quand 40% de la population est dans l'opposition?

VG: Je ne crois pas que l'opposition soit forte de 40%, c'est un autre grand mensonge de notre époque. Je ne crois pas qu'elle dépasse les 20%, comme nous l'avons senti avant les élections. Parler en termes de statistiques au Nicaragua n'est pas parler de la réalité. Nous pourrions dire que dans notre pays, les statistiques sont arrangées, pour adoucir l'insécurité de ceux qui ont été délogés par la volonté populaire des postes qu'ils occupaient depuis dix ans.

Q: Supposons qu'effectivement l'opposition n'ait que 20%. Est-il tout de même possible de gouverner sans les prendre en compte?

VG: Cela a toujours été ainsi au Nicaragua, je ne vois pas pourquoi il faudrait changer! A partir de 84, le FSLN a gouverné sans prendre en compte 35% au moins de la population.

JEUNESSE SANDINISTE MONTRE SA CULOTTE

Managua, 30 août (ANN). Elle fait même pire: elle l'enlève. Le slogan de sa prochaine assemblée en septembre est en effet: "Hablamos a calzón quitado" (Parlons en enlevant nos culottes, expression populaire signifiant parlons franchement). Les militants sandinistes l'ont pris au sérieux, comme en témoigne la franchise et la vigueur du débat actuel dont la presse se fait l'écho.

"Pourquoi les 16-25 ans ont-ils préféré la génération de leur grand-mère, celle de Violeta, à la génération de leurs pères, celle de Daniel? Peut-être parce que leurs pères prenaient toute la place..." Pour ce militant de la "génération des pères", la leçon est dure au vu des sondages post-électorales qui indiquent que, dans leur majorité, les jeunes ont voté à droite. "Dans la nuit du 25 février, j'ai appris qu'il fallait laisser un espace et un rôle protagoniste aux nouvelles générations". Selon lui, l'erreur du FSLN a été de maintenir les jeunes dans un statut de mineur, préférant les attirer dans des rassemblements grâce à la présence de chanteurs à la mode plutôt que de leur soumettre franchement les problèmes qu'ils devront, eux, résoudre.

Pour Henry Petrie, actuel coordinateur national de la Jeunesse Sandiniste (JS), celle-ci a commis deux erreurs principales. Tout d'abord, "elle a négligé le travail de conscientisation au profit du travail de mobilisation. La conjoncture a pris le pas sur le projet stratégique de l'organisation". Ensuite, "elle s'est dénaturée en devenant une sorte de mouvement de masse dont les forces manquent de cohésion et de formation politique". Certains cadres ont fait prévaloir leurs propres critères et la ligne initiale, qui était de combiner activités politiques et activités récréatives, a progressivement été détournée; un "décoratif" envahissant a pris le pas sur la vie politique qui devenait de plus en plus superficielle, jusqu'à transformer la JS en une organisation "gélatineuse et sans identité". Travaillant à mobiliser les jeunes autour de la défense et du service militaire, la JS a négligé l'éducation de ses membres". H. Petrie se montre sévère et fortement autocritique envers ce qu'il considère comme une attitude complaisante de la JS vis-à-vis de la direction du FSLN, qui a conduit selon lui à laisser les jeunes seuls face à leurs inquiétudes et leurs aspirations. Il appelle à des changements rapides dans les méthodes, les formes de lutte et les tâches pour dépasser cette crise de l'organisation. La JS doit "serrer les rangs derrière le FSLN" mais en "se servant abondamment de son esprit critique et rénovateur"

D'accord sur le manque de travail idéologique dans la JS, le responsable des relations internationales de l'organisation, Lautaro Sandino, tempère la sévérité de la critique. "Il n'y a pas eu volonté de reléguer au second plan les valeurs révolutionnaires. Les nécessités de la défense ont obligé à une mobilisation constante sur tous les terrains (milices, réserve, service militaire). L'erreur a

été de ne pas parvenir à combiner mobilisation et conscientisation. Notre manque de formation politique et notre manière superficielle de reprendre les orientations de la Direction nationale ne nous ont pas permis de lancer nos propres expériences. Nous, les cadres intermédiaires, avons souvent adopté l'attitude la plus commode en ne remettant pas en cause les directives, pour éviter les problèmes. La force avec laquelle nous avons crié: "Direction nationale, ordonne!" correspondait à la confiance que nous avions en elle. Aujourd'hui, le FSLN dans son ensemble reconnaît que cela ne peut pas être éternel.

Même constatation chez María, cadre de l'organisation: "La conjoncture a obligé la JS à se transformer en organisation d'agitation autour d'actions ponctuelles et surtout autour du service militaire. Le travail d'explication a été négligé". Elle met en cause le verticalisme qui a "limité et pratiquement étouffé toute créativité de la base. Les fêtes et les concours ont rassemblé beaucoup de jeunes mais ont en même temps maintenu un caractère superficiel". María s'inquiète de ce qu'elle perçoit comme une survivance des anciennes méthodes: "La date de notre Assemblée a été fixée à très court terme. Si les élections de nos dirigeants ne sont pas précédées d'un vaste débat à la base, les bonnes intentions pourraient se transformer en un mécanisme traditionnel d'élections, avec les mêmes têtes et les mêmes vieilles formes". Selon elle, la JS, "sans cesser d'être un bras du FSLN, devrait avoir une certaine indépendance organique, une identité propre. Le processus de réorganisation doit se faire depuis et avec la base, les discussions et analyses à tous les niveaux doivent être connues de tous les membres".

Carlos Fonseca Terán, fils du fondateur du FSLN, pourrait être le futur dirigeant de la JS. Son intervention dans les colonnes du quotidien *El Nuevo Diario* a suscité de nombreuses réactions. Selon lui, "la jeunesse n'a pas trouvé une formule qui réponde à ses exigences" et elle en est venue à abandonner un style de vie révolutionnaire. "Nous voulons en finir avec les méthodes actuelles, nous voulons une jeunesse joyeuse, cette allégresse qui est inséparable de la condition de révolutionnaire et en même temps consciente de son rôle dans la société, pré-occupée par le monde qui l'entoure, une jeunesse qui se forme politiquement mais sans tomber dans l'ennui". Il doute que ce gouvernement puisse parvenir à améliorer la situation économique mais il avertit: "S'il y parvenait, les jeunes devront savoir que cela ne signifie nullement qu'on en a fini avec l'injustice sociale". Il les appelle vigoureusement à ne pas se laisser tenter par l'embourgeoisement. "Il faut surveiller le parti et la jeunesse pour qu'ils ne se laissent pas corrompre par les valeurs hypocrites de la double morale". Le principal danger, pour lui, ne vient pas de l'extrême-droite et ses "chiens enragés" mais de la droite dite modérée, qui sait mieux servir le capitalisme, et de la tentation sociale-démocrate: "La variante idéologique la plus attirante pour les révolutionnaires qui s'embourgeoisent est la sociale-démocratie".

"L'heure n'est pas au radicalisme", ont réagi certains cadres actuels de la JS, allant jusqu'à traiter les positions de C. Fonseca de stalinienne. Selon Rafael Enríquez, candidat à la coordination nationale de JS, "il ne faut pas faire de propositions obsolètes, excluantes, stalinienne, mais s'appuyer sur les principes sandinistes tout en prenant en compte la réalité du pays". Il ajoute que le nouveau projet pour la JS ne doit pas sortir d'une tête mais d'une discussion de la base. Pour lui, c'est "perdre son temps" que discuter autour des options "sociale-démocrate ou marxiste-léniniste".

Certains ont comparé les élections à un tremblement de terre. L'image n'est pas exacte: il s'agirait plutôt d'un coup de fouet, qui relance le débat dialectique. Comme on le voit, ça ne fait pas peur aux jeunes sandinistes.

LES TRANSHUMANCES CLANDESTINES

Managua, août (ANN/Revista del campo). Il pouvait découper un boeuf en un quart d'heure en s'éclairant à la lueur d'une cigarette. Mais les prouesses de ce délinquant, dont la bande a été pendant des mois le fléau des éleveurs de Tipitapa, se sont tragiquement terminées en septembre 1989. Il est mort dans un affrontement avec la police, une nuit qu'avec ses acolytes il allait vers San Juan avec un chargement de viande. Le chef de la police de Tipitapa ne se souvient plus de son nom: il y a tant de voleurs de bétail...

LE CHEPTEL EN DANGER

Les bandes de voleurs de troupeaux, dont certaines sont fortement armées, sont en train de dévaster le cheptel nicaraguayen. Depuis les années 60 et jusqu'après la victoire de la Révolution, le Nicaragua était un des premiers pays exportateurs de viande en Amérique centrale. Actuellement, la situation s'est renversée: le vol et la contrebande lui font perdre chaque année de 20 à 25 000 têtes de bétail. Perte incalculable, car les voleurs ne s'embarrassent pas de scrupules et emmènent également les bêtes de races destinées à la reproduction et à l'amélioration du cheptel.

Les chiffres de l'abattage sont également éloquentes : 121 500 boeufs terminent dans les abattoirs légaux et 21 500, dont 18 000 ont été volés, dans les abattoirs clandestins.

Ce type de délinquance, qui affecte aussi bien le petit que le grand propriétaire, a toujours existé au Nicaragua. Mais, à partir de 1981, elle a connu une augmentation qui tend à s'accroître maintenant que la guerre est terminée. Selon le chef de la Police, René Vivas, cette évolution est liée à la guerre et à la crise économique.

LA GUERRE ET LA CRISE

En effet, pendant la guerre, la surveillance policière a disparu dans les régions d'élevage (I, V et VI), où opérait la contra; celle-ci volait du bétail pour se nourrir, de même que l'armée, mais dans une bien moindre proportion. Le vol de troupeau à des fins de revente est apparu par la suite; il était alors surtout le fait de délinquants de droit commun.

Maintenant que le conflit a pris fin, de nouveaux protagonistes se sont lancés dans l'affaire: les démobilisés, tant de la contra que de l'armée, qui n'ont pas de travail et sont attirés par les bénéfices juteux de cette activité illicite. Une génisse, dit-on, se vend 400 dollars au Honduras.

Celui qui vole un boeuf, qui l'abat, consomme une partie de sa viande et vend le reste dans les environs cause sans aucun doute un dommage à l'économie. Mais le vol par des bandes armées, qui atteint aujourd'hui des proportions alarmantes, est en train de décimer le cheptel. Des groupes bien organisés, disposant d'une infrastructure, de contact avec les commerçants et qui sont prêts à tuer s'il le faut, ont commencé à opérer près des frontières et font passer le bétail au Honduras et au Costa Rica. La police et l'armée ont déjà eu des affrontements avec ces bandes et il y a eu des morts.

Par ailleurs, les contras démobilisés qui sont regroupés à El Almendro (région V) ont pris pour cible les troupeaux des coopératives. Au cours de dernières semaines, plus de 7 000 têtes ont disparu.

Dans la région de Managua, les rapports de police montrent que parmi les personnes arrêtées, peu ont un passé criminel : c'est la crise économique qui provoque la recrudescence du vol et de l'abattage clandestin.

UNE REPRESSION DIFFICILE

Les détentions pour vol de bétail ne sont pas nombreuses. En effet, la Police dispose de très peu de moyens matériels pour patrouiller dans les zones affectées. Le démantèlement des bandes est le fait du hasard ou parfois de dénonciations. Mais celles-ci sont rares: les victimes ont souvent peur des représailles ou sont convaincues qu'elles ne pourront jamais récupérer leur bêtes.

Selon la loi actuellement en vigueur, les voleurs de troupeaux encourent une peine de 5 à 7 ans de prison. Cependant, dans 98% des cas, les coupables parviennent à sortir de prison sous caution et retournent derechef à leurs affaires. Le désordre dans les registres de propriété, tant des éleveurs que des municipalités, favorise également la délinquance. En effet, toutes les ventes ne sont pas enregistrées, ni même toutes les bêtes.

Un projet de loi, introduit par le FSLN pour tenter de freiner le phénomène, a été examiné par la Commission Justice du Parlement qui va proposer quelques réformes. En particulier, il s'agit de simplifier l'établissement des preuves et de remettre l'instruction des cas aux juges locaux, qui seraient chargés du procès en cas de vol mineur. De plus, la loi serait plus sévère envers les complices. Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur, Carlos Hurtado, a annoncé la création d'une police à cheval chargée plus spécialement de la prévention.

Mais il est probable que malgré cela, les transhumances clandestines ne vont pas disparaître du jour au lendemain.

REQUIEM POUR L'INDUSTRIE NICARAGUAYENNE

Par Ricardo Pino Robles

Managua, 30 août (ANN/Barricada). La quasi disparition des taxes à l'importation, qui passent de 40 à 5 % de la valeur des marchandises sauf pour les articles de consommation pour lesquels elles sont complètement supprimées, va provoquer une avalanche de produits étrangers sur le marché national et risque de donner le coup de grâce à une industrie nicaraguayenne déjà malade. L'abaissement des taxes douanières, censées "stimuler la relance de la production nationale", ne profitera qu'au secteur commercial et plus particulièrement au gros commerce privé.

En d'autres termes, le décret pris le 25 août par le ministre des Finances équivaut à une déclaration de guerre au petit commerce et au commerce informel, dont dépendent plusieurs dizaines de milliers de familles. Dans le contexte de récession sévère que connaît le pays, sans alternative d'emploi pour le secteur informel, la décision gouvernementale pourrait se traduire par une aggravation des tensions sociales.

Les dispositions fiscales incluent l'importation des matières premières, machines et pièces de rechange, afin de "stimuler la production". Mais aujourd'hui, à cause des politiques de stabilisation monétaire, les coûts de production dépassent tous les niveaux centraméricains et il est devenu plus rentable d'importer que de produire. Un réel appui à la production nationale aurait consisté en une exonération et réduction sélective des impôts pour les secteurs productifs et non pour le gros commerce. Sans même examiner les intentions officielles, il est évident que le moindre effet positif de la réduction des taxes à l'importation sera immédiatement neutralisé par l'impact négatif de la politique économique gouvernementale.

Durant ces dix dernières années, l'industrie nicara-

guayenne n'a pas pu accéder aux modernisations technologiques nécessaires à son infrastructure productive, déteriorée et obsolète. Elle ne se trouve donc pas à égalité avec les autres pays de la région. Le contact avec le marché centraméricain s'est perdu; le marché étatsunien s'est fermé avec le blocus. Renouer ces contacts n'est pas facile pour les producteurs nicaraguayens qui en souffrent à introduire des technologies déjà répandues dans la région.

La politique de dévaluations continues et le refus de la Banque centrale de transformer en cordobas-or les comptes des entreprises approvisionnés en cordobas courants, ajoutés à une forte imposition, ont provoqué une décapitalisation de ces dernières. Les restrictions au crédit ferment l'accès aux financements nécessaires pour lancer des projets importants. Les taux d'intérêt bancaires -18% pour l'industrie et 13% pour la petite entreprise- finissent de décourager toute volonté de relance. De plus, les hausses du prix du combustible augmentent encore les coûts de production.

Il sera donc difficile, surtout pour les petits producteurs, de faire concurrence à l'avalanche de produits d'importation que va provoquer, dans les jours qui viennent, l'abaissement des taxes douanières.

L'industrie nationale et la petite entreprise sont donc en danger de liquidation. Curieusement, le décret ministériel comporte la clause suivante: "Tout industriel qui s'estime affecté par cette disposition peut présenter son cas, dans les 60 jours qui viennent, au ministère de l'Economie et du développement, avec l'aval de la Chambre d'Industrie". Cette dernière, affiliée au Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), a été jusque-là un fervent support de la politique économique gouvernementale. Maintiendra-t-elle cette position?

ILS MOURRONT DE NOSTALGIE

Par Noel Irfás

Managua, juillet (ANN/Barricada). "Ils mourront de nostalgie, mais ils ne reviendront pas", disait un graffiti sur un mur de Matagalpa. A la discothèque ou à la cérémonie du cardinal Obando bénissant la première pierre de la future cathédrale, on s'interpelle: "Et toi, tu es arrivé quand?" Comme dans une salle d'attente d'aéroport. Ce sont les enfants de la fuite.

Ils reviennent. Certains pour prendre la température, celle des affaires, bien entendu. D'autres pour revoir la famille. Quelques-uns par déception. Les plus jeunes, parce que les risques de la guerre sont écartés. Souvent les plats, les plages, le parler nicaraguayens leur ont manqué. Dix ans d'exil: ils étaient étrangers là-bas et

dans une certaine mesure, ils le sont ici. Pour beaucoup, le retour est un soulagement, ils n'auront plus à supporter le racisme, les plaisanteries sur leur anglais mal prononcé, les tracasseries des services d'immigration. D'autres, qui n'ont pourtant jamais pris de risques, affichent un mépris de vainqueurs. Ils truffent leurs conversations de mots anglais mais ils sont en retard sur la petite-bourgeoisie internationale qui est passée depuis longtemps d'Irving Wallace à Milan Kundera.

Ils se lamentent sur les épreuves supportées par le peuple pendant dix ans de sandinisme, du moins sur ce qu'ils en ont vu à la télévision. Ils collectionnent les recettes neo-libérales apprises dans les écoles de gestion, sûrs qu'on peut enfin vivre bien dans ce pays : dans les parfums d'encens, près de Dieu et des Etats-Unis. La grève, les barricades, les clous qui crèvent les pneus, les manifestations, les occupations de terres et les références peu amènes à la mère de certains ministres les mettent dans tous leurs états.

Ces messieurs oublient qu'après onze ans, l'idéal de la révolution n'est pas lettre morte. Il vit chez tout ceux qui veulent vivre mieux.

Ils mourront de nostalgie, mais ces dix ans ne seront pas effacés dans la tête et dans le comportement des gens. Tout en entassant des pavés sur une barricade, une femme disait : "Il y a au moins une bonne chose que l'on doit aux sandinistes, c'est de nous avoir ouvert les yeux. On ne se laissera plus avoir". Ils se trompent, ceux qui rêvent tout haut à une résurrection des commandants de la garde somoziste pour rétablir l'ordre dans les campagnes, ceux qui croient que la création d'un corps répressif viendrait à bout des mouvements populaires. Si on leur disait par exemple que les travailleurs de la chaîne des sorbets Pops, appartenant à deux hauts fonctionnaires, gagnent l'équivalent de cinq dollars par mois, ils s'exclameraient que l'on peut très bien s'en sortir avec ça. S'ils pensent que les gens sont prêts à tout accepter parce qu'ils ont voté pour Violeta Chamorro, ils n'ont pas encore compris dans quel pays ils sont.

Quelques *Miami boys* déclarent déjà qu'il faudrait être fou pour rester, pour investir un seul dollar ici, que ça ne s'arrangera jamais, que c'est un scandale que l'on ne puisse rien faire pour arrêter ces gens, un comble que l'on permette à ces traîne-savates de faire grève, et si je vous disais que j'ai vu un policier échanger des cigarettes avec ceux qui faisaient les barricades! Ce peuple est irrécupérable! Et ils lèvent les mains au ciel.

Et ils ont raison.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
 Coordinateur: Martin Muheim.
 Téléphone: (45) 01/382'04'66.
 Télex: (45) 817'585'158 com ch.
 Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA.

Au Nicaragua: ANN-Latino. Apartado 33, Zona 5, Managua.
 Rédaction et traduction: Michèle Faure, Frédérique Perrin.
 Téléphone: + +505/2-75'845.
 Télécopie: + +505/2-25'468.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

PARDON : à cause de problèmes techniques on a pas reçu tous les articles prévus !

JAI/PP
 8034 Zurich
 abonnement-poste
 imprimé à taxe réduite